



## Engagement politique

# Le Palais fédéral, sinon rien



Qui remplacera les parlementaires élus en 2019 qui prêtent ici serment? Le jeu est plus ouvert que jamais pour cet automne, puisqu'on s'achemine vers un record de candidatures. KEYSTONE

### Elections fédérales

22 octobre 2023



**Les candidatures se bousculent pour les élections fédérales, alors qu'on peine à trouver des personnes motivées à s'investir au niveau des communes. Pourquoi? Quatre élus témoignent.**

#### Julien Culet

Un nombre jamais vu de candidatures devrait être enregistré en Suisse pour les élections fédérales de cet automne. Ils seront plus de 5000 à briguer l'un des 246 sièges sous la Coupole le 22 octobre. Des records sont également battus régulièrement lors d'élections cantonales, comme à Genève ce printemps, où 690 personnes étaient inscrites sur

les listes.

À l'inverse, nombre de petites localités éprouvent toutes les peines du monde à trouver des citoyens acceptant de briguer un mandat. Il faut alors démarcher des candidats et les élections sont parfois tacites. Comment expliquer ce paradoxe? Nous avons posé la question à quatre élus ayant une expérience fédérale et communale.



**Lire l'édito en page 2:**

«Les vrais miliciens se meurent»



## Le regard de quatre élus romands



**Marianne Maret** (Le Centre) est entrée en 1997 à l'Exécutif de Troistorrents (VS), 4806 habitants, et est devenue présidente de la commune en 2005. Elle l'est restée jusqu'en 2012. Sept ans plus tard, elle a été élue à Berne en tant que conseillère aux États. La Valaisanne relève une grande exposition au niveau local, qui peut faire naître des réticences à s'engager. «On est très proche de sa population lorsqu'on est dans un Exécutif communal, ce qui peut être compliqué, rapporte Marianne Maret. On est vite interpellé au moindre changement ou quand on ne fait pas ce qui est attendu par les gens, car nous sommes au front et tout est personnalisé.» L'élue estime toutefois que «c'est une jolie fonction car elle est concrète. On construit tout du début à la fin, de l'idée à sa mise en œuvre.» Pour expliquer le succès des échelons plus élevés de notre politique, Marianne Maret rappelle que «de nombreuses personnes sont présentes sur des listes, de jeunes ou de retraités, en sachant qu'elles se mettent à disposition d'un parti pour porter des valeurs, occuper le terrain et faire des suffrages, sans avoir une chance – voire un risque – d'être élues. C'est moins engageant.»



**Jean-Pierre Grin** (UDC/VD) est conseiller national depuis 2007. Il est entré à l'Exécutif de Pomy, 730 habitants, en 1974. Il en a été le syndic entre 1994 et 2011. Il explique avoir connu le phénomène inverse, quand trouver des candidats au niveau local était plus facile qu'à l'échelon national, dans les années 90. «La fonction de syndic, dans une petite commune, a moins d'attrait qu'avant, même si elle est mieux rémunérée, juge Jean-Pierre Grin. Elle est moins respectée alors que ce que disait le syndic ou le pasteur comptait vraiment à une époque. Il y avait un vrai statut honorifique.» D'après l'élue vaudois, cela traduit une évolution de la société. «La population était plus sédentaire, notamment parce qu'elle avait du bétail dans les petites communes. Aujourd'hui, les gens bougent beaucoup plus et sont moins concernés par les problématiques locales. Ils s'investissent donc moins, observe-t-il. On est aussi davantage informé, ce qui rend les fonctions cantonales ou fédérales plus attrayantes.»



Ancien correspondant au Palais fédéral, le journaliste **Yves Petignat** est devenu maire de Fontenais (JU), 1250 habitants, en 2019. Il a été réélu tacitement l'an dernier, faute de candidats. Il témoigne du désamour pour la fonction. «Le rôle est dévalué et toujours plus contraignant au niveau local, rapporte-t-il. On cherche souvent à augmenter les rémunérations, mais c'est un faux problème, selon moi.» Le rapport de la population à l'autorité locale a changé, selon lui. «Les jeunes se voient davantage comme étant des consommateurs de services publics, pense Yves Petignat. Ils ont les exigences qui vont avec, en appelant à n'importe quel moment pour des choses qui ne dépendent pas de nous, comme les conflits de voisinage.» Le maire regrette aussi un manque d'autonomie des communes: «Nous devons traiter des problèmes de la commune, en matière d'aménagement par exemple, alors que les compétences sont au niveau cantonal et fédéral. Cela peut décourager certains de s'investir puisqu'on manque de moyens d'action.»



Élu conseiller national en 1999, **Patrice Mugny** a ensuite accédé à l'Exécutif de la Ville de Genève en 2003, où il est resté jusqu'en 2011. Il est devenu en 2015 adjoint au maire de Presinge, 700 habitants, jusqu'en 2019. Il estime que le grand nombre de petites communes pose problème. «Genève en a beaucoup trop (*ndlr: 45*) et les petites communes ne peuvent assumer l'ensemble de leurs responsabilités, juge Patrice Mugny. Les moyens sont tellement dérisoires que je vois assez peu d'intérêt pour les gens de s'investir.» Il relève que ce n'est pas le cas dans des communes plus importantes, qui disposent d'une marge de manœuvre plus étendue. Les fusions seraient donc la clé pour régler le problème: «Il faut renforcer ces responsabilités. En tant que magistrat d'une petite commune, on s'aperçoit d'ailleurs que les choses s'arrangent lorsqu'il y a des réunions intercommunales.» Patrice Mugny voit la participation renforcée aux échelles cantonale et fédérale comme étant une bonne chose. «Il y aura peut-être des déçus, mais c'est rassurant de voir qu'autant de monde s'intéresse à la politique.»

## Les fusions comme solution?

● Pour le politologue genevois Pascal Sciarini, la crise des vocations à l'échelon communal pose la question de la taille des localités.

«Il n'était pas difficile de trouver des gens pour s'impliquer il y a quelques dizaines d'années car les petites communes conservaient un esprit villageois, avec des familles ancrées dans un territoire, explique-t-il. Nous sommes davantage mobiles aujourd'hui et il est plus difficile de retrouver cette solidarité.»

Les fusions de communes permettraient donc d'augmenter le bassin de population à disposition.

Pascal Sciarini indique également que la tâche d' élu communal occupe toujours plus. «C'est un travail de pur milicien qui demande de l'implication. Or, de plus en plus de personnes travaillent à deux dans un couple et sont plus fortement impliquées dans leur emploi. C'est moins un problème au niveau fédéral notamment, où on peut vivre de la fonction d' élu.»

L'universitaire genevois voit aussi dans ce manque de volontaires une conséquence de la centralisation du pouvoir en mains de la Confédération et des cantons, au détriment des communes. Ce qui peut décourager les gens à s'impliquer dans la politique locale.

JCU